

2025

RISK IN FOCUS

Sujets d'actualité
pour les auditeurs
internes

Lire davantage

AMÉRIQUE DU NORD



Internal Audit
FOUNDATION

AU SUJET DE RISK IN FOCUS AU NIVEAU MONDIAL

Risk in Focus met à la disposition des auditeurs internes et de leurs parties prenantes une recherche pratique axée sur des données afin de les aider à comprendre le paysage des risques actuels et gérer leurs programmes d'audit interne.

À l'aide des résultats du sondage et des tables rondes régionales, Risk in Focus révèle des aperçus clés des chefs d'audit interne du monde entier au sujet des :

- Niveaux de risque actuels et priorités d'audit.
- Modifications des niveaux de risque durant l'année écoulée.
- Facteurs de risque par région.
- Pratiques exemplaires pour traiter les principaux risques.

Global Risk in Focus est un partenariat de collaboration facilité par [Internal Audit Foundation](#) grâce au soutien généreux des organismes régionaux de l'IAI, des Institutes de l'IIA et des sociétés commanditaires. La Fondation reconnaît avec gratitude la participation de tous les organismes régionaux de l'IIA :

- African Federation of Institutes of Internal Auditors ([AFIIA](#)) (la Fédération africaine des Instituts d'auditeurs internes)
- Asian Confederation of Institutes of Internal Auditors ([ARABCIIA](#)) (la Confédération arabe des Instituts d'auditeurs internes)

- Asian Confederation of Institutes of Internal Auditors ([ACIIA](#)) (la Confédération asiatique des Instituts d'auditeurs internes)
- European Confederation of Institutes of Internal Auditors ([ECIIA](#)) (la Confédération européenne des Instituts d'audit interne)
- Fundación Latinoamericana de Auditores Internos ([FLAI](#))

Risk in Focus a été initialement créé en 2016 par le European Institutes Research Group (EIRG) (le Groupe de recherche des instituts européens), qui continue à publier le rapport en Europe au moyen de la ECIIA (la Confédération européenne des Instituts d'audit interne).

Conçu comme une ressource pour les auditeurs internes et leurs parties prenantes, Risk in Focus va susciter des conversations et apporter de nouvelles perspectives sur les risques impactant votre entreprise et le monde entier.

Des rapports et des présentations Risk in Focus sont disponibles gratuitement au [Risk in Focus Knowledge Center](#) (centre de connaissances Risk in Focus).

Veuillez visiter le [Risk in Focus Knowledge Center](#) pour télécharger des rapports et des synthèses gratuits à partager avec les parties prenantes.



**Internal Audit
FOUNDATION**

PARTICIPATION À LA RECHERCHE À TRAVERS LE MONDE

124
pays/
territoires

3 544
réponses
au sondage

18
tables rondes avec
138
participants

27
entrevues
approfondies



TABLE DES MATIÈRES

4	Sommaire - Amérique du Nord
6	Introduction
8	Taux de réponse au sondage
10	Amérique du Nord – Évolution des risques
12	Au niveau mondial – Évolution des risques
13	Sujet d’actualité – Perturbation numérique
19	Sujet d’actualité – Changement climatique
26	Analyse pour l’Amérique du Nord
29	Vue d’ensemble
31	Annexe A : Ressources de risques pour le changement climatique
33	Annexe B : Ressources d’intelligence artificielle
35	Partenaires de Internal Audit Foundation
36	Au sujet de l’IAI



SOMMAIRE - AMÉRIQUE DU NORD

Privilégier les travaux d'audit face aux risques à forte croissance

Les réponses au sondage de plus de 3 500 chefs d'audit interne au niveau mondial donnent un aperçu fiable des deux zones de risque ayant la plus forte croissance pour l'Amérique du Nord et le monde entier – la perturbation numérique (y compris l'IA) et le changement climatique.

Les chefs d'audit interne nord américains sont tout à fait conscients de la perturbation numérique comme un secteur de risque en expansion, particulièrement avec les pressions supplémentaires créées par l'adoption rapide d'outils d'IA générative. Les impacts sur la cybersécurité, la fraude, le capital humain, les communications / la réputation et la conformité réglementaire stimulent les travaux d'audit en pleine croissance.

- Les chefs d'audit interne reconnaissent la gouvernance et la transparence comme étant essentielles pour une utilisation efficace de l'IA et d'autres technologies de perturbation numérique. Des efforts d'assurance précoce et de conseils sont axés sur ces secteurs.
- La culture organisationnelle et la maturité de la gestion des risques sont également reconnues comme d'importants facteurs dans la gestion des risques liés à la perturbation numérique / à l'IA. Les chefs d'audit interne croient que leur rôle est d'alerter/d'éduquer les parties prenantes et de fournir des services de conseil, le cas échéant.

- L'accent à long terme est mis sur le renforcement des compétences, la formation et le recrutement visant à soutenir la gestion des risques liés à la perturbation numérique / à l'IA.

En ce qui concerne les risques liés au changement climatique en Amérique du Nord, les taux des niveaux de risque sont nettement inférieurs à la moyenne mondiale (largement stimulés par les taux plus faibles des États-Unis), mais les niveaux de risque devraient doubler au cours des trois prochaines années. Les phénomènes météorologiques extrêmes et leurs conséquences financières augmentent les niveaux de risque liés au changement climatique pour certaines industries en Amérique du Nord, comme le secteur manufacturier et minier / énergétique / de distribution d'eau. Pourtant, les exigences réglementaires stimulent en fin de compte une plus grande attention de la parts des conseils d'administration, de la direction et de l'audit interne.

PROMOTEUR DES RAPPORTS EN AMÉRIQUE DU NORD



PAGE 4 SUR 36



AMÉRIQUE DU NORD PARTICIPATION À LA RECHERCHE

- **418 réponses au sondage des CAE et des administrateurs**
- **Pays : Les États-Unis (338), le Canada (69), les Caraïbes (9)**
- **2 tables rondes avec 14 participants**
- **3 entrevues approfondies**

SOMMAIRE - AMÉRIQUE DU NORD

- Du point de vue des États-Unis, les chefs d'audit prévoient l'aggravation des risques climatiques relevant plus de la conformité réglementaire que des risques générés par un environnement en évolution. Ailleurs, la réglementation est davantage perçue comme stimulant la transparence des rapports que les actions sur le changement climatique.
- Les chefs d'audit interne mettent l'accent sur les risques de réputation ayant trait à l'éco-blanchiment et aux attentes des consommateurs / investisseurs, ainsi que sur l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes sur d'autres secteurs de risque, notamment la chaîne logistique, la préparation aux catastrophes et encore plus.

Analyse des risques renforcée

Un nouvel élément cette année pour Risk in Focus est que l'analyse des données du sondage comprend des comparaisons pour le secteur. Parmi les constatations pour l'Amérique du Nord figurent :

- Dans tous les secteurs, le risque est considéré comme étant élevé pour la cybersécurité, le capital humain et la continuité d'activité.
- La perturbation numérique est également considérée comme étant l'un des 5 principaux risques pour la plupart des secteurs, à l'exception notable du secteur manufacturier et minier / énergétique / de distribution d'eau.

- Pour de nombreux secteurs, les changements réglementaires *ne* constituent pas l'un des 5 principaux risques.
- Le risque lié au changement climatique est le plus élevé pour le secteur minier / énergétique / de distribution d'eau, où plus de la moitié l'ont classé comme l'un des 5 principaux risques.

Facteurs de risque pour les risques émergents

Sur la base de discussions avec des chefs d'audit du monde entier, le projet de recherche a identifié six facteurs de risque pour les risques émergents à travers le monde :

Influence directe

- Réglementations
- Impact financier
- Opportunités d'affaires

Influence indirecte

- Politique
- Opinion publique
- Impact social

La connaissance et la compréhension de ces facteurs de risque peuvent aider les chefs d'audit interne et leurs parties prenantes à prendre des décisions stratégiques à court et à long terme.

RAPPORT RÉGIONAUX

Obtenir des informations à partir des rapports régionaux Risk in Focus pour :

- l'Afrique
- l'Asie Pacifique
- l'Europe
- l'Amérique latine
- le Moyen-Orient
- l'Amérique du Nord

DOCUMENTS D'INFORMATION POUR LE CONSEIL

Veillez télécharger un sommaire du document d'information pour le Conseil pour chaque rapport (constatations essentielles à partager avec les parties prenantes)



www.theiia.org/RiskInFocus



INTRODUCTION

Facteurs de risque pour les risques émergents

Sur la base de discussions avec des chefs d'audit du monde entier, six facteurs de risque ont été identifiés comme des éléments clés qui influencent la façon dont les chefs d'audit interne classent les risques et y répondent. Ceux-ci ont été divisés en deux types — la pression directe et la pression indirecte.

Les facteurs de risque créant une pression directe ont été les réglementations, l'impact financier et les opportunités d'affaires. Ceux-ci ont une forte influence sur la façon dont le conseil d'administration établit les priorités et la portée de l'audit interne, notamment à court terme.

Les facteurs de risque indirects — la politique, l'opinion publique et l'impact social — peuvent prendre plus longtemps pour influencer les niveaux de risque à l'échelle organisationnelle. Mais la pression indirecte peut finalement conduire à la pression directe. Par exemple, les priorités politiques peuvent conduire à des réglementations, alors que l'opinion publique peut se transformer en pression des

marchés. En outre, l'impact social peut entraîner de nouvelles priorités tant pour le secteur public que pour le secteur privé. L'interaction entre la pression directe et la pression indirecte crée une influence à long terme sur les niveaux de risque et les priorités d'audit.

Pendant les tables rondes et les entrevues organisées pour Risk in Focus, ces facteurs de risque se retrouvaient dans la façon dont les entreprises du monde entier traitent le changement climatique et la perturbation numérique (y compris l'IA). La connaissance de ces facteurs de risque peut aider les chefs d'audit interne et leurs parties prenantes à prendre des décisions stratégiques à court et à long terme.

Facteurs de risque pour les risques émergents

Réglementations

Les réglementations particulières et les conséquences de la non conformité

Impact financier

L'impact sur les revenus ou les actifs (y compris la fraude)

Opportunités d'affaires

L'avantage pour les affaires, ou le risque de décrochage

Politique

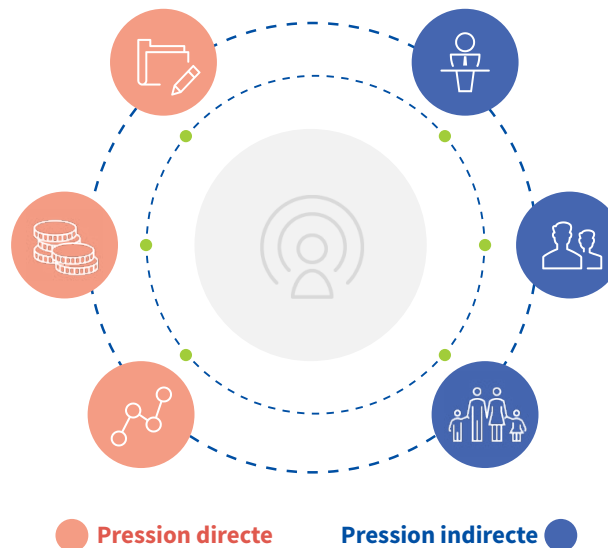
Les priorités ou les tendances politiques liées au secteur de risque

Opinion publique

La pression du public, du marché / des clients ou des parties prenantes

Impact social

Dommages ou bénéfiques pour les gens ou la société en général



INTRODUCTION

Comment nous faisons la recherche

Chaque année, la recherche relative au Risk in Focus débute avec un sondage parmi les CAE et les responsables d'audit interne pour identifier les risques actuels et émergents pour chaque région. Les résultats sont utilisés pour identifier des secteurs pour les tables rondes de suivi et les entrevues avec les CAE et d'autres spécialistes de l'industrie. Le sondage met l'accent sur 16 catégories de risque, telles que mentionnés ci-dessous. On a posé aux répondants deux questions clés :

- Quels sont les 5 premiers risques auxquels votre entreprise est confrontée ?

- Quels sont les 5 premiers secteurs d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts?

Pour évaluer l'évolution des risques, on a également demandé aux répondants des questions sur leurs attentes relatives aux niveaux de risque et aux priorités d'audit dans trois ans.

Le sondage mondial pour toutes les régions, à l'exception de l'Europe, a été mené entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 et a obtenu 2 559 réponses. Le sondage spécifiquement conçu pour l'Europe a été mené entre le 4 mars 2024 et le 1 avril 2024 et a obtenu 985 réponses. Au total, les deux sondages ont obtenu 3 544 réponses. Les deux sondages ont été menés en ligne par le biais de contacts liés aux institutes de l'IIA et aux organismes régionaux.

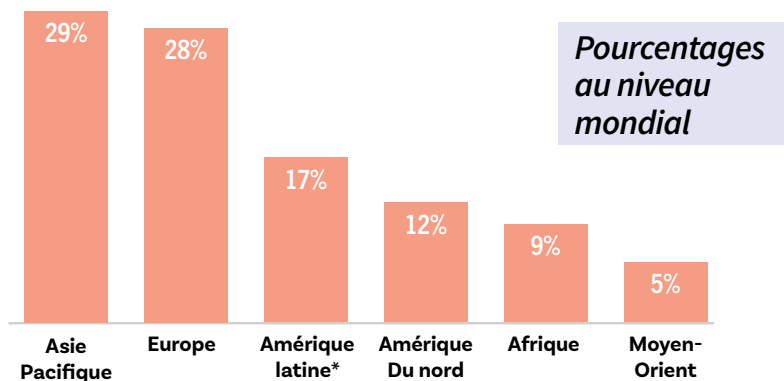
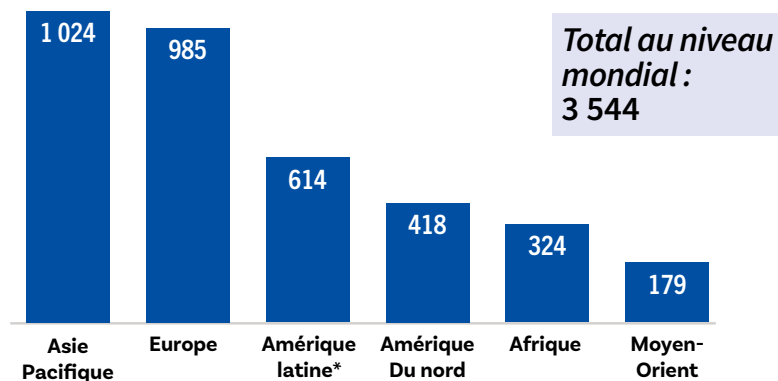
Secteurs de risque figurant dans le rapport

	Nom du risque	Description du risque utilisée dans le sondage
1	Continuité d'activité	Continuité d'activité, résilience opérationnelle, gestion de crises et intervention en cas de catastrophe
2	Changement climatique	Changement climatique, biodiversité et durabilité environnementale
3	Communications/réputation	Communications, réputation et relations avec les parties prenantes
4	Cybersécurité	Cybersécurité et sécurité des données
5	Perturbation numérique (y compris l'IA)	Perturbation numérique, nouvelle technologie et IA (intelligence artificielle)
6	Liquidité financière	Risques financiers, de liquidités et d'insolvabilité
7	Fraude	Fraude, corruption et exploitation criminelle de la perturbation
8	Incertitude géopolitique	Incertitude macroéconomique et géopolitique
9	Déclarations de gouvernance / d'entreprise	Déclarations de gouvernance organisationnelle / d'entreprise
10	Santé / sécurité	Santé, sûreté et sécurité
11	Capital humain	Capital humain, diversité et gestion et rétention de talents
12	Évolution du marché	Évolution du marché / concurrence et comportement des clients
13	Fusions / acquisitions	Fusions et acquisitions
14	Culture organisationnelle	Culture organisationnelle
15	Changements réglementaires	Changements législatifs et réglementaires
16	Chaîne logistique (y compris les tiers)	Chaîne logistique, externalisation et risque des parties 'nièmes'



TAUX DE RÉPONSE AU SONDAGE

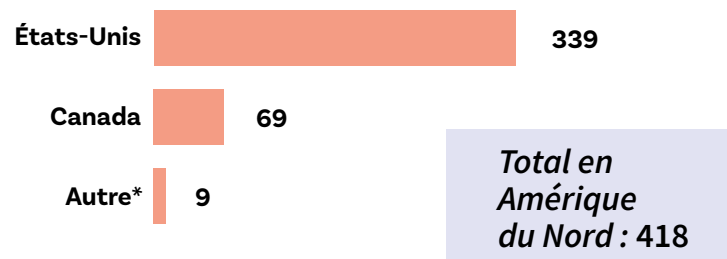
Au niveau mondial – Réponses au sondage par région



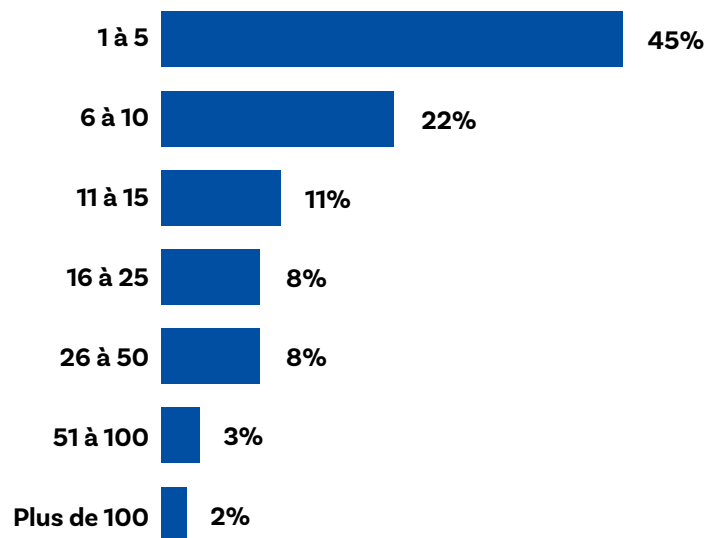
*Les pays des Caraïbes qui parlent anglais ou néerlandais sont inclus avec l'Amérique du Nord. (Ceux-ci sont : Trinité-et-Tobago, Jamaïque, les Bahamas, Barbade.) Les pays des Caraïbes qui parlent espagnol sont inclus avec l'Amérique latine.

Note : Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation. n=418 pour l'Amérique du Nord.

Amérique du Nord - Réponses au sondage par pays



Amérique du Nord – La taille de l'audit interne



Amérique du Nord – Données démographiques

Amérique du Nord – Industrie par pays

Industrie	États-Unis	Canada	Autres	Tous	Total par industrie
Services financiers	34%	28%	40%	33%	138
Production	12%	7%	0%	11%	44
Secteur public (le gouvernement)	8%	16%	0%	9%	39
Activités professionnelles / techniques	9%	4%	10%	9%	36
Éducation	7%	12%	10%	8%	32
Santé / action sociale	8%	6%	0%	8%	32
Minier / énergétique / distribution d'eau	6%	14%	0%	7%	29
En gros / au détail	4%	3%	10%	4%	15
Transport / stockage	3%	4%	0%	3%	13
Arts / spectacles	3%	1%	0%	3%	11
Information / communication	2%	1%	0%	2%	7
Construction	1%	0%	30%	2%	7
Hébergement / restauration	1%	1%	0%	1%	6
Agriculture / sylviculture / pêche	1%	0%	0%	0%	2
Organismes non gouvernementaux	1%	0%	0%	0%	2
Services administratifs / de soutien	0%	0%	0%	0%	1
Immobilier	0%	1%	0%	0%	1
Autres	1%	0%	0%	1%	3
Total par pays	339	69	10	100%	418

Note: Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation.
n=418 pour l'Amérique du Nord.



AMÉRIQUE DU NORD – ÉVOLUTION DES RISQUES

Tendances à court et à long terme

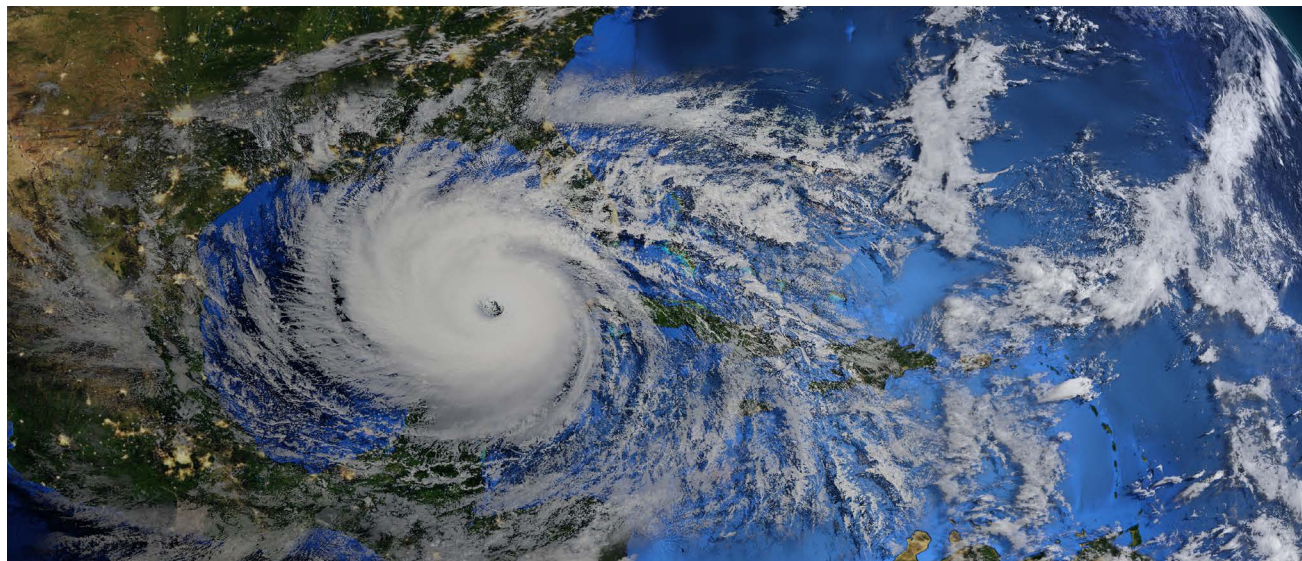
Les évaluations des risques liés à la perturbation numérique / à l'IA grimpent alors que le changement climatique maintient le statu quo aux États-Unis.

Le sondage mené cette année reflète l'impact croissant des outils d'intelligence artificielle (IA) à partir de leur lancement il y a moins de deux ans. Des plateformes faciles à utiliser, telles que ChatGPT, Microsoft Copilot et d'autres, ayant un coût d'utilisation proche de zéro, ont placé l'IA générative en position de devenir la technologie la plus rapidement adoptée dans l'histoire.¹ Le rythme d'adoption de cette technologie a été plus du double de celui des tablettes et des téléphones intelligents, selon les prévisions de l'industrie.

En Amérique du Nord, le changement le plus dramatique des évaluations du risque de l'année écoulée a été représenté par le saut de la perturbation numérique au risque de troisième rang, en croissance du sixième rang l'année précédente. Il ajoute la cybersécurité et le capital humain aux principaux classements des risques en Amérique du Nord, en reflétant une augmentation de 12 points par rapport à l'année précédente dans le pourcentage de chefs d'audit qui l'ont évalué comme l'un des cinq premiers risques. De plus, la perturbation numérique ne devrait suivre de près que le risque de cybersécurité en trois ans, selon les participants au sondage.

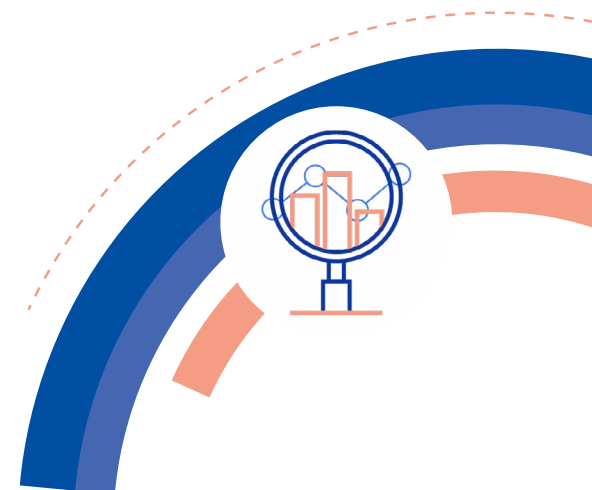
Aucun tel changement dramatique n'a été observé en Amérique du Nord dans la catégorie du changement climatique. Alors que le niveau de risque a augmenté d'un seul point de pourcentage jusqu'à 13 %, il est resté à la quatorzième position parmi les 16 catégories de risque. Mais le saut prévu en trois ans est considérable — plus du double des niveaux actuels et en hausse à la huitième position de la liste. Les États-Unis ont été le facteur déterminant pour les évaluations de risques moins élevés en ce qui concerne le changement climatique, alors que les niveaux de risque du Canada étaient plus similaires à ceux du reste du monde. (Pour plus de détails, veuillez consulter les graphiques de la section relative au changement climatique de ce rapport.)

1. [The Rapid Adoption of Generative AI](#), Banque fédérale de réserve de St. Louis



AMÉRIQUE DU NORD – ÉVOLUTION DES RISQUES

Les classements pour les deux secteurs ayant le risque le plus élevé ont resté constants par rapport à l'année précédente, la cybersécurité et le capital humain étant parmi les premiers risques. Le risque de changements réglementaires a été marginalisé par la perturbation numérique, tombant en quatrième place de la troisième place. Le risque de perturbation numérique a augmenté de 12 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, en se classant actuellement comme le troisième risque le plus élevé de l'Amérique du Nord. Les niveaux de risque du changement climatique devraient augmenter considérablement en trois ans, mais ont peu changé depuis l'année dernière.



Amérique du Nord – Les 5 principaux Niveaux de risque – Tendances

Questions du sondage : Quels sont les premiers 5 risques auxquels votre entreprise est confrontée actuellement? Que pensez-vous que les 5 principaux risques seront en 3 ans ?

Le risque de l'année précédente

1.	Cybersécurité	85%
2.	Capital humain	65%
3.	Changements réglementaires	43%
4.	Évolution du marché / compétition	41%
5.	Continuité d'activité	36%
6.	Perturbation numérique (y compris l'IA)	36%
7.	Chaîne logistique (y compris les tiers)	36%
8.	Incertitude géopolitique	28%
9.	Liquidité financière	28%
10.	Communications/réputation	21%
11.	Culture organisationnelle	21%
12.	Santé / sécurité	17%
13.	Déclarations de gouvernance / d'entreprise	16%
14.	Changement climatique / environnement	12%
15.	Fraude	9%
16.	Fusions / acquisitions	8%

Le risque de l'année courante

1.	Cybersécurité	87%
2.	Capital humain	54%
3.	Perturbation numérique (y compris l'IA)	48%
4.	Changements réglementaires	47%
5.	Continuité d'activité	41%
6.	Évolution du marché / compétition	41%
7.	Chaîne logistique (y compris les tiers)	29%
8.	Liquidité financière	28%
9.	Incertitude géopolitique	26%
10.	Culture organisationnelle	21%
11.	Communications/réputation	20%
12.	Déclarations de gouvernance / d'entreprise	16%
13.	Santé / sécurité	13%
14.	Changement climatique / environnement	13%
15.	Fraude	9%
16.	Fusions / acquisitions	8%

Les prévisions de risque en 3 ans

1.	Cybersécurité	79%
2.	Perturbation numérique (y compris l'IA)	70%
3.	Changements réglementaires	48%
4.	Capital humain	41%
5.	Continuité d'activité	38%
6.	Évolution du marché / compétition	34%
7.	Chaîne logistique (y compris les tiers)	28%
8.	Changement climatique / environnement	27%
9.	Incertitude géopolitique	26%
10.	Liquidité financière	23%
11.	Déclarations de gouvernance / d'entreprise	20%
12.	Culture organisationnelle	17%
13.	Fraude	13%
14.	Communications/réputation	13%
15.	Fusions / acquisitions	12%
16.	Santé / sécurité	9%

Note: Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation. n=418 pour l'Amérique du Nord.



AU NIVEAU MONDIAL – ÉVOLUTION DES RISQUES

Les risques en matière de Cybersécurité, continuité d'activité et capital humain restent élevés. Regardant vers l'avenir au niveau mondial, la perturbation numérique devrait augmenter de 20 points de pourcentage pour se classer la deuxième en trois ans. En même temps, le changement climatique devrait augmenter de 16 points de pourcentage pour se classer le cinquième en trois ans.

Au niveau mondial – Les 5 principaux Niveaux de risque – Tendances

Questions du sondage : Quels sont les premiers 5 risques auxquels votre entreprise est confrontée actuellement? Que pensez-vous que les 5 principaux risques seront en 3 ans ?

Le risque de l'année précédente

1. Cybersécurité	73%
2. Capital humain	51%
3. Continuité d'activité	47%
4. Changements réglementaires	39%
5. Perturbation numérique (y compris l'IA)	34%
6. Liquidité financière	32%
7. Évolution du marché / compétition	32%
8. Incertitude géopolitique	30%
9. Déclarations de gouvernance / d'entreprise	27%
10. Chaîne logistique (y compris les tiers)	26%
11. Culture organisationnelle	26%
12. Fraude	24%
13. Communications/réputation	21%
14. Changement climatique / environnement	19%
15. Santé / sécurité	11%
16. Fusions / acquisitions	6%

Le risque de l'année courante

1. Cybersécurité	73%
2. Continuité d'activité	51%
3. Capital humain	49%
4. Perturbation numérique (y compris l'IA)	39%
5. Changements réglementaires	38%
6. Évolution du marché / compétition	32%
7. Liquidité financière	31%
8. Incertitude géopolitique	30%
9. Déclarations de gouvernance / d'entreprise	25%
10. Culture organisationnelle	24%
11. Fraude	24%
12. Chaîne logistique (y compris les tiers)	23%
13. Changement climatique / environnement	23%
14. Communications/réputation	20%
15. Santé / sécurité	11%
16. Fusions / acquisitions	6%

Les prévisions de risque en 3 ans

1. Cybersécurité	69%
2. Perturbation numérique (y compris l'IA)	59%
3. Continuité d'activité	47%
4. Capital humain	42%
5. Changement climatique / environnement	39%
6. Changements réglementaires	37%
7. Incertitude géopolitique	31%
8. Évolution du marché / compétition	30%
9. Liquidité financière	25%
10. Chaîne logistique (y compris les tiers)	24%
11. Déclarations de gouvernance / d'entreprise	22%
12. Fraude	21%
13. Culture organisationnelle	20%
14. Communications/réputation	15%
15. Santé / sécurité	10%
16. Fusions / acquisitions	9%

Note 1 : La moyenne mondiale est déterminée en additionnant les moyennes de chaque région et en divisant par le nombre de régions.
Note 2 : Les sondages Risk in Focus menés en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation et European Institutes Research Group. n = 3 544.



SUJET D'ACTUALITÉ – PERTURBATION NUMÉRIQUE

L'objet de l'audit interne est le travail consultatif

Les chefs d'audit interne nord américains sont tout à fait conscients de la perturbation numérique comme étant un secteur de risque en évolution, particulièrement avec les pressions supplémentaires créées par l'introduction et l'adoption rapide d'outils d'IA générative.

Trouver un équilibre entre les risques et les opportunités

Les entreprises tentent de créer un équilibre entre les opportunités fournies par l'IA et d'autres technologies perturbatrices tout et la compréhension et la gestion des risques connexes. En fait, 55 % des entreprises ont déjà signalé une adoption limitée ou agressive de l'IA dans les activités professionnelles, selon un spécialiste de l'industrie.² De plus, la valeur marchande de l'IA devrait presque doubler allant de 184 milliards de dollars en 2024 à 415 milliards de dollars en 2027.³ Les conseils d'administration et les hautes directions reconnaissent la possibilité d'amélioration de l'efficacité et de la

productivité des nouvelles technologies et s'intéressent particulièrement à la façon dont elles peuvent fournir un avantage concurrentiel sur le marché.

« Souvent, les gens ne considèrent la perturbation qu'un inconvénient. Ils regardent la perturbation comme un événement traumatisant », dit Theresa « Terry » Grafenstine, directrice de l'audit chez PennFed Credit Union et actuellement présidente du conseil d'administration mondial de l'IAI. « Pourtant, la perturbation peut souvent être tout aussi traumatisante si on manque une opportunité. Il s'agit d'essayer de comprendre lequel de ces progrès technologiques n'est qu'un jouet ou une mode par opposition à un progrès technologique que vous devez adopter et intégrer à votre modèle d'entreprise, parce que sans celui-ci vous allez être inactuel ou ne pas exister. C'est la même chose pour l'IA. »

Perturbation numérique

Résultats du sondage en Amérique du Nord

48%

disent qu'elle soit l'un des 5 premiers risques à présent

70%

s'attendent à ce qu'elle soit l'un des 5 premiers risques en 3 ans

2. [CompTIA IT Industry Outlook 2024](#) report.

3. [Artificial Intelligence – Worldwide](#), Statista.com, consulté en juin 2024.



PERTURBATION NUMÉRIQUE

Les chefs d'audit interne reconnaissent la nécessité de la gouvernance et de la transparence comme étant essentielles pour une utilisation efficace de l'IA et d'autres technologies de perturbation numérique au sein de leurs entreprises. Leurs premiers efforts sont axés sur ces secteurs, selon les CAE nord américains dans le cadre d'une table ronde Risk in Focus sur la question.

Les participants aux tables rondes signalent de différentes approches et niveaux de maturité dans les tentatives de trouver un équilibre entre les risques et les opportunités dans ce secteur de risque. Les contrôles liés à la transformation numérique, comme la sécurité efficace des données, la conformité des données, la gestion des correctifs et la sécurité logicielle, sont généralement compris et acceptés au niveau des conseils d'administration et des hautes directions. Mais le zèle déployé pour suivre le rythme des opportunités créées par l'IA générative entraîne une adoption rapide, parfois sans prendre suffisamment en compte le soutien de la gouvernance et des contrôles. Les stratégies ou les politiques pour l'utilisation et la gestion de l'IA sont incohérentes, manquent de coordination ou, dans certains cas, elles n'existent pas.

Du côté positif, les participants aux tables rondes signalent qu'ils sont en général impliqués dans la fourniture d'au moins un certain niveau de soutien consultatif, y compris d'un soutien pour la création de structures de gouvernance efficace, la mise à jour des évaluations de risques et, généralement, l'éducation du conseil d'administration et de la haute direction au sujet des risques technologiques connexes. Ceci correspond à ce que Anthony Pugliese, PDG de l'IAI, entend des membres de l'IIA à l'échelle mondiale.

« C'est un excellent indicateur que les conseils d'administration, les comités d'audit et les directions demandent aux auditeurs internes d'aider avec la mise en œuvre », il dit. « En général, nous aimerions voir que cela continue à augmenter et affecter plus de membres de l'audit interne à la mise en œuvre de l'IA à travers toutes les entreprises. »

Pugliese ajoute que les conseils d'administration et les hautes directions sont ouverts à apprendre quels sont les contrôles qui doivent être mis en place. « Je pense que les conseils d'administration et les directions sont autant d'accord quant au fait qu'il y a beaucoup de choses qu'ils ne connaissent pas et qu'il faut utiliser l'audit interne. »

Pas de place pour les contraintes

Bien que l'implication de l'audit interne à l'avant-garde d'une évolution importante et répandue dans la stratégie d'entreprise soit accueillie avec enthousiasme, un chef d'audit interne a demandé si la profession est prête à en assumer la responsabilité. Richard Chambers, conseiller principal en audit chez AuditBoard, a remarqué la résistance historique de la profession à l'adoption de nouvelles technologies. « En tant que profession, nous n'avons pas été parmi les premiers à adopter la technologie », il dit. Au lieu de cela, l'audit interne a d'habitude attendu que la technologie arrive à maturation et devienne intégrée au domaine conventionnel avant de l'incorporer aux processus d'audit interne, dit Chamber.



PERTURBATION NUMÉRIQUE

Mais le défaut d'adopter l'IA pourrait se révéler désastreux, avertit Chambers. « Je suis plus inquiet pour notre utilisation de l'IA et notre capacité de vérifier des risques liés à l'IA » il dit. « Je crains que notre manque d'expertise rende nos entreprises vulnérables. » Il encourage les praticiens à apprendre l'IA à travers une expérience pratique. « Il faut être disposé à se salir les mains. »

Les participants aux tables rondes ont décrit quelques premières étapes pour tirer parti de l'IA dans le cadre des processus d'audit interne à faible risque afin de les aider à apprendre au sujet des capacités et des risques pour leur entreprise. Par exemple, un participant a abordé l'utilisation du ChatGPT pour identifier les meilleures questions d'évaluation des risques pour une mission. « Il m'a donné environ 20 questions et les 20 questions étaient excellentes, et finalement elles ont été incorporées à mon sondage », il dit. « Donc, assurez-vous d'être sur les deux extrémités de l'IA, tant le risque que les opportunités de l'utiliser. »

Risque interconnecté

Les chefs d'audit interne sont tout à fait conscients de la façon dont l'IA pourrait avoir une incidence négative sur d'autres secteurs de risque et a indiqué la cybersécurité comme étant la plus vulnérable. Les nouvelles utilisations de l'IA dans l'entreprise sont facilement copiées par les pirates informatiques qui profitent de la technologie pour améliorer leurs techniques de phishing et d'autres plans. En fait, la puissance et l'automatisation de l'IA utilisées pour des attaques malveillantes pourraient augmenter le cyberbrique de manière exponentielle.

4. « [Beware of AI-enhanced Cyberattacks](#) », CEPA, le 30 janvier 2024.

5. « [Finance worker pays out \\$25 million after video call with deepfake 'chief financial officer'](#) », CNN.com, le 4 février 2024.

« Les cyberattaques renforcées par l'IA représentent une évolution dans la longue histoire de l'automatisation des cyberattaques », selon un article du Center for European Policy Analysis (CEPA - Centre d'analyse des politiques européennes). « L'IA diffuse des logiciels malveillants à travers les réseaux ou les appareils, facilitant le vol de données sensibles des systèmes compromis. Le bourrage automatisé d'informations d'identification teste des millions de combinaisons de noms d'utilisateur et de mots de passe volés sur de nombreuses pages de connexion en ligne, facilitant une prise de contrôle rapide des comptes à la vitesse et à l'échelle optimales. »⁴

Des vulnérabilités similaires peuvent être liées à des stratagèmes de fraude renforcés par l'IA, dignes d'un scénario hollywoodien. Par exemple, les autorités de Hong Kong ont signalé qu'un professionnel des finances travaillant pour une entreprise multinationale avait été amené à payer 25 million de dollars aux fraudeurs en utilisant une technologie d'hypertrucage afin de se faire passer pour le directeur financier de l'entreprise dans le cadre d'une vidéoconférence.⁵

Les auditeurs du secteur public sont confrontés à des vulnérabilités liées au risque de fraude, aggravées par le nombre croissant de retraités et la perte ultérieure du savoir collectif. Un chef d'audit du secteur public indique l'une de ses responsabilités clés comme étant l'éducation des gens au sujet du risque de fraude, y compris les éléments à chercher et l'examen des contrôles existants. Il fait état d'un incident récent où un employé du secteur public n'a pas respecté les contrôles concernant la mise à jour des informations de paiement d'un fournisseur et a été amené à payer 850 000 dollars à un compte frauduleux.



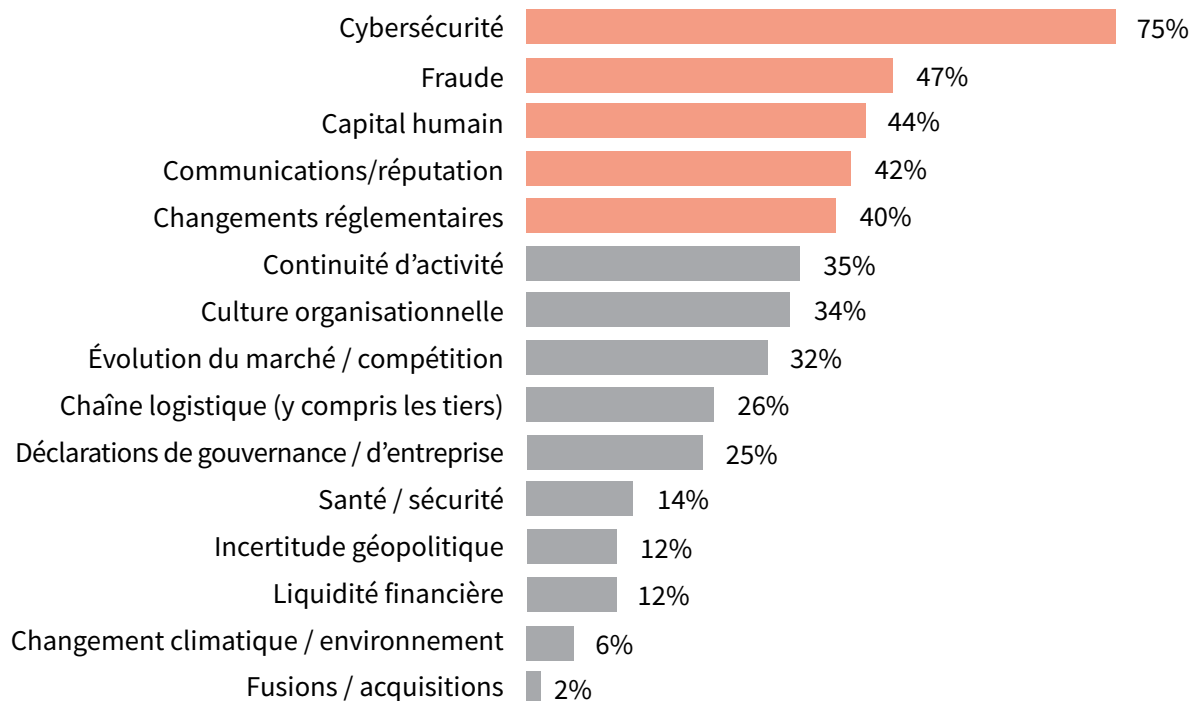
« En tant que profession, nous n'avons pas été parmi les premiers à adopter la technologie. »



PERTURBATION NUMÉRIQUE

Amérique du Nord – Les Niveaux de risque les plus élevés relatifs à l'IA

Question du sondage : Quels sont les 5 premiers secteurs où l'intelligence artificielle a l'impact le plus négatif ?



Note : Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation. n=416 pour l'Amérique du Nord.



PERTURBATION NUMÉRIQUE

Comblant l'écart de compétence par la collaboration et la formation

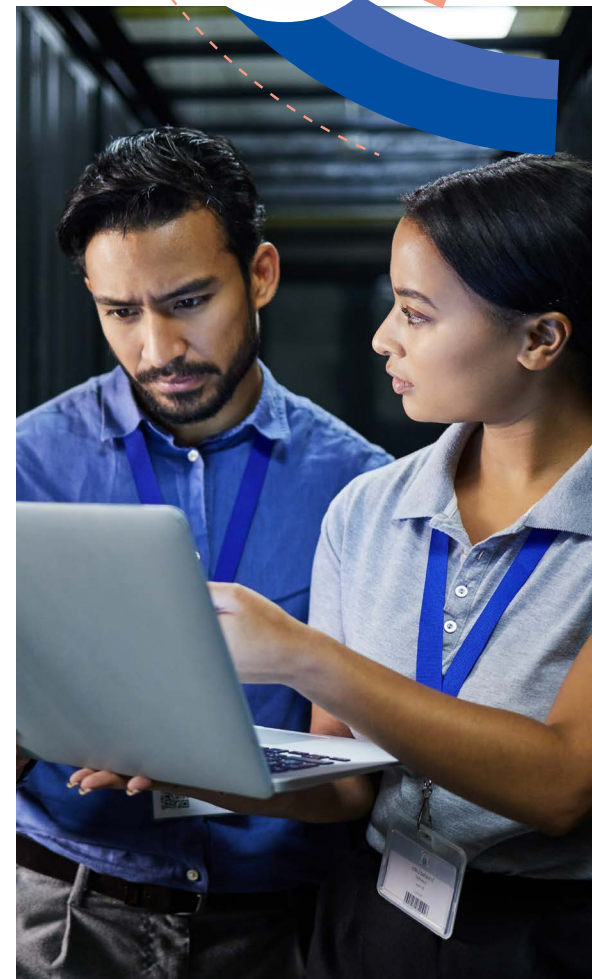
Les chefs d'audit ont manifesté un intérêt et une préoccupation particuliers en ce qui concerne les effets à plus long terme de la perturbation numérique / de l'IA sur la dotation en effectifs, la formation et le recrutement. Le thème de trouver un équilibre entre les priorités en matière de besoins et risques ont occupé de nouveau une place centrale dans cette discussion.

Pugliese a convenu que la dotation en personnel, la formation et le recrutement sont des préoccupations importantes parmi les chefs d'audit interne. « Je peux comprendre qu'il s'agit d'une formidable courbe d'apprentissage, surtout dans un secteur qui évolue de façon si radicale et constante », il dit, en ajoutant qu'une bonne compréhension de l'IA sera essentielle à l'audit interne et apportera une valeur ajoutée dans ce secteur.

Une partie de la solution est la collaboration avec des fonctions de première ligne qui définissent et maintiennent des processus pour la gestion des risques, y compris le contrôle interne, et des fonctions de deuxième ligne qui soutiennent, surveillent et

mettent en question la gestion des risques. Les chefs d'audit interne présents à la table ronde ont déclaré avoir trouvé des partenaires impatients parmi leurs collègues du département informatique et ailleurs. Le fait de consulter des spécialistes selon les besoins pour soutenir la gestion des risques offre également aux équipes d'audit la possibilité d'apprendre auprès d'experts. D'autres chefs d'audit, chargés entre autres de la gestion des risques d'entreprise, ont vu cela comme un avantage afin de comprendre le risque à l'échelle de l'entreprise et de l'utiliser pour profiter d'une formation supplémentaire. L'amélioration des compétences et la reconversion en intégrant les employés du service d'audit interne au département informatique ou à d'autres équipes numériques ont été identifiées comme étant une autre option.

La demande anticipée de travailleurs possédant de solides compétences techniques à travers tous les secteurs est considérée comme étant une importante complication à mesure que la perturbation numérique continue son influence inflexible dans le marché.



PERTURBATION NUMÉRIQUE

Aborder les risques de perturbation numérique

Audit

- Évaluer la compréhension et la connaissance de l'IA, y compris celles du conseil d'administration, afin de s'assurer que l'IA est comprise à l'échelle de l'entreprise.
- Examiner et évaluer les politiques et les procédures de gouvernance, y compris celles portant sur les préjugés et l'éthique.
- Examiner et évaluer l'utilisation actuelle de l'IA et déterminer l'existence et l'efficacité des contrôles.
- Évaluer l'utilisation de données à l'appui des contrôles liés à l'IA afin d'assurer l'exactitude, la promptitude, la pertinence, l'intégralité et la protection.
- Évaluer la façon dont la confidentialité des données est gérée pendant l'utilisation de données pour l'IA.
- Évaluer la collaboration et l'harmonisation à travers les fonctions gérant les risques liés à l'IA (le conseil d'administration, la haute direction, IT, CIO, CISO).
- Évaluer l'IA en termes de compétitivité avec l'industrie, le secteur et les concurrents.

Conseils

- Informer le conseil d'administration et la haute direction de la nécessité d'une gouvernance et de contrôles efficaces de l'IA.
- Tenir compte des considérations en matière d'éthique et d'utilisation acceptable de l'IA.
- Examiner avec le conseil d'administration et la haute direction les implications de l'impact de l'IA sur les FTE (équivalents à temps plein) et le remplacement des employés par des machines.

Considérations du conseil d'administration

- S'informer sur les opportunités fournies par l'IA et les risques connexes en général et spécifiquement au sein de l'entreprise et de l'industrie.
- Donner le ton au sommet pour des utilisations acceptables de l'IA et définir la façon dont l'IA cadre avec les stratégies et l'appétence au risque existantes.
- Élaborer avec la haute direction une stratégie et une structure de gouvernance d'appui pour l'utilisation de l'IA et chercher des mises à jour régulières pour ce secteur de risque en évolution rapide.
- Rester vigilant aux utilisations de l'IA en pleine évolution au sein de l'entreprise et obtenir une assurance quant à ses stratégies pertinentes, ses contrôles et son appétence au risque définie.

Pour des ressources d'audit, veuillez consulter l'Annexe A : Ressources d'intelligence artificielle



SUJET D'ACTUALITÉ – CHANGEMENT CLIMATIQUE

La réglementation limitée rend les audits de climat assez rares aux États-Unis.

Les chefs d'audit interne nord américains déclarent que le risque lié au climat restera une priorité inférieure jusqu'à ce que des réglementations s'appliquent à leurs entreprises. Cette approche pragmatique a été décrite par un chef d'audit interne comme la « tyrannie de l'urgent ».

L'impact et la probabilité sont des facteurs clés pour l'affectation des ressources d'audit interne. Fondamentalement, cela exige de donner la priorité au service d'assurance pour ce qui est des risques les plus pressants, en fournissant des services de conseil et une assurance limitée afin d'aider les entreprises à se préparer pour ce qui va arriver. Les audits sur le changement climatique sont difficiles à justifier à moins qu'il n'y a d'exigences réglementaires urgentes ou que les risques n'aient un rapport direct avec le portefeuille de risques d'une entreprise.

Cet acte de trouver un équilibre a poussé le changement climatique plus bas dans la liste des priorités d'audit en Amérique du Nord. En particulier, le risque lié au

changement climatique est classé sur une position inférieure aux États-Unis, parce que peu d'exigences relatives aux rapports de changement climatique y ont été implémentées. Au contraire, en 2023, le Canada a présenté des exigences relatives aux rapports, en demandant aux banques et aux compagnies d'assurance constituées ou enregistrées sous le régime fédéral de signaler des risques financiers liés au climat. Plus de détails sur les règles de divulgation canadiennes sont présentés ci-après.

Changement climatique

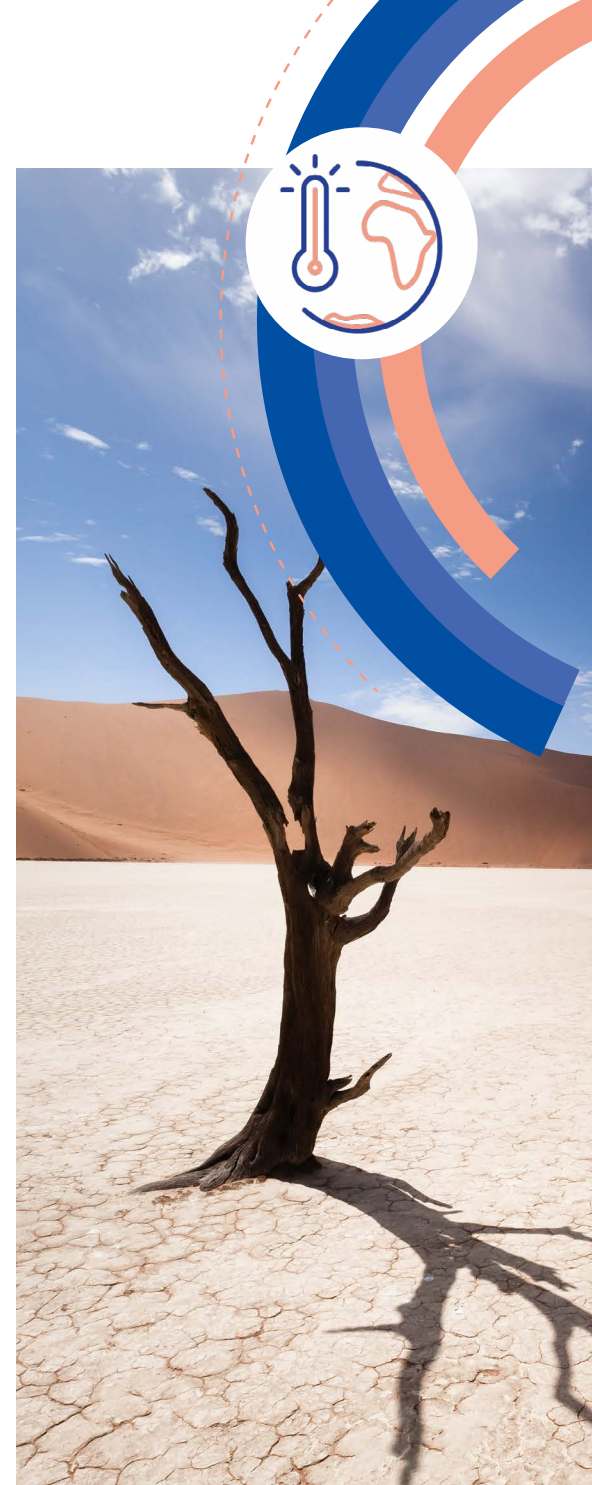
Résultats du sondage en Amérique du Nord

13%

disent qu'il soit l'un des 5 premiers risques à présent

27%

s'attendent à ce qu'il soit l'un des 5 premiers risques en 3 ans



CHANGEMENT CLIMATIQUE

La tyrannie de l'urgent

Un chef d'audit interne d'une importante entreprise de services professionnels dit : Le « [Changement climatique] devient victime de l'établissement de priorités et de la tyrannie de l'urgent dans la plupart des entreprises. » Pourtant, il dit que la tyrannie de l'urgent peut se terminer d'une manière différente après la mise en place de réglementations. « Lorsque le cadre réglementaire change — et il est raisonnable d'estimer que cela aura lieu très bientôt — la tyrannie de l'urgent ne s'appliquera plus. Ou elle s'appliquera peut-être parce qu'il s'agira de l'urgent. »

Chambers remarque que les évaluations des risques, sur lesquelles les entreprises et l'audit interne reposent, portent généralement sur le court terme. « Avant que les risques liés au changement climatique ne deviennent imminents, il est peut probable de voir le type de prééminence dans le plan d'audit que le dernier devrait avoir », il dit.

Il ajoute que l'accent devrait être mis sur le fait de s'assurer que la planète a un avenir sain. « Dans certaines parties du monde, les gens accordent beaucoup plus d'importance à cette question et ont commencé à être vraiment conscients des dangers que le changement climatique pose à l'avenir de leurs pays et régions. »

6. « [Un sondage de CBS News constate que la majorité des américains soutiennent les États-Unis à prendre des mesures pour réduire le changement climatique](#) », Jennifer DePinto, et al, CBSNews.com, le 21 avril 2024.

7. « [À mesure que le niveau de la mer s'élève, DeSantis signe une loi qui élimine toute mention relative au changement climatique de la législation de l'État de Floride](#) », CNN.com, le 15 mai 2024.

Le changement climatique fait bouillir la politique

Un autre facteur qui y contribue aux États-Unis est que le changement climatique a été longtemps politisé. Grafenstine, ancien Inspecteur général pour la House of Representatives (Chambre des représentants des États-Unis), se rappelle avoir fait des audits sur le climat à la fin des années 2000 dans le cadre de l'initiative « Green the Capitol » de Nancy Pelosi, la Présidente de la Chambre des représentants de l'époque. « Peu importe ce que je regardais, c'est devenu un combat des représentants politiques », elle rappelle. « C'est comme, si tu es d'accord, tu dois être de gauche, et si tu n'es pas d'accord, tu dois être de droite. »

Cette approche partisane à la discussion et à la réglementation relative au changement climatique s'est amplifiée ces dernières années. Alors même que des sondages récents indiquent que la plupart des américains estiment que des mesures face au changement climatique sont nécessaires,⁶ la question continue à générer de vives réactions dans les régions plus conservatrices, un gouverneur d'État allant jusqu'à éliminer l'expression [changement climatique](#) des lois de l'État (Floride).⁷

« J'ai travaillé pour une entreprise auparavant où il m'était doucement interdit de discuter du changement climatique. J'ai dû en parler d'autres façons », dit un participant à la table ronde qui a travaillé pour le gouvernement d'État. « Donc, c'est vrai, et malheureusement il s'agit de l'État à risque climatique aux États-Unis. »



CHANGEMENT CLIMATIQUE

La politique et la réglementation limitée ont modéré les efforts d'incorporer le changement climatique aux plans d'audit de l'Amérique du Nord. Le même chef d'audit de la table ronde l'a résumé comme suit : « La réglementation, l'aspect relatif à sa conformité, c'est ce qui amène l'auditeur interne à mettre la question dans son registre des risques et la vérifier », il dit. « Sans cela, vous ne bénéficierez pas de soutien. Au États-Unis, la politique empêche l'élaboration de la réglementation. »

Réglementations des États-Unis

À partir de 2024, il y avait peu de réglementations en vigueur sur l'obligation de révéler des questions relatives au climat aux États-Unis. Les entreprises ne doivent pas divulguer l'incidence de leurs activités sur le climat. Certaines doivent pourtant déclarer les émissions de gaz à effet de serre afin de mesurer et d'identifier les sources de pollution.

Au niveau fédéral

Le Greenhouse Gas Reporting Program (GHGRP - le programme de déclaration des gaz à effet de serre) de U.S. Environmental Protection Agency (EPA - l'agence de protection environnementale américaine) exige que les entités concernées, comme les fournisseurs de combustibles et gaz industriels, les fabricants de fer et d'acier et d'autres grands complexes industriels déclarent annuellement leur émissions de gaz à effet de serre.⁸

En mars 2024, la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC - la commission américaine des opérations de bourse) a adopté des règles pour la divulgation de changements climatiques pour certaines entreprises cotées en bourse. Bien que de nombreuses

entreprises cotées en bourse et entreprises privées publient actuellement des rapports de durabilité comprenant des informations sur les risques, les stratégies et les objectifs liés aux changements climatiques, les mesures de la SEC introduisent des considérations de conformité en exigeant des divulgations dans les déclarations d'enregistrement et les rapports annuels pour les entreprises concernées.

Pourtant, en avril, la SEC a interrompu la mise en œuvre de la règle en attendant le règlement de plusieurs actions en justice.⁹

Californie

En 2023, la Californie devenait le premier État à adopter la législation en matière de rapports climatiques. Une première loi exige que les entreprises exerçant leur activité dans l'État et ayant un chiffre d'affaires annuel de plus d'un milliard de dollars divulguent leurs données relatives aux émissions chaque année à partir de 2026.¹⁰ Le défaut de s'y conformer peut entraîner des amendes de jusqu'à 500 000 dollars américains pour environ 5 400 entreprises publiques et privées concernées.

Une deuxième loi exige que les entreprises avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 500 millions de dollars américains divulguent toutes les deux années l'incidence du changement climatique sur leur activité et déclarent certains risques financiers liés au changement climatique ainsi que leurs plan pour répondre à ces risques.¹¹ Ces divulgations vont commencer également en 2026 et concerner environ 10 000 entreprises. Mais les fonds pour mettre en œuvre des règlements d'application et l'application de ces lois restent en suspens.

8. « [Learn about the Greenhouse Gas Reporting Program \(GHGRP - Découvrir le programme de déclaration des gaz à effet de serre\)](#) », Greenhouse Gas Reporting Program (GHGRP), U.S. Environmental Protection Agency (l'agence de protection environnementale américaine)
9. « [Amid legal challenges, the SEC pauses its climate disclosure rule \(Au milieu des difficultés juridiques, la SEC a interrompu sa règle de divulgation en matière de changement climatique\)](#) », PBS.org, le 5 avril 2024.
10. « [SB-253 Climate Corporate Data Accountability Act \(la loi sur la responsabilité des données d'entreprise relatives au changement climatique\)](#) », California Legislative Information, État de Californie, 2023.
11. « [SB-261 Greenhouse gases: climate-related financial risk \(Gaz à effet de serre : risque financier relatif au changement climatique\)](#) », California Legislative Information, État de Californie, 2023.

La politique et la réglementation limitée ont modéré les efforts d'incorporer le changement climatique aux plans d'audit de l'Amérique du Nord.



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Canada

Le Canada a adopté des exigences relatives à la divulgation de risques climatiques au niveau national. À présent, le Canada exige que les banques et les compagnies d'assurance constituées ou enregistrées sous le régime fédéral déclarent des risques financiers relatifs au climat suivant le cadre Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD - Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques). Les institutions financières doivent également recueillir auprès de leurs clients et évaluer des informations sur les risques climatiques et les émissions.¹²

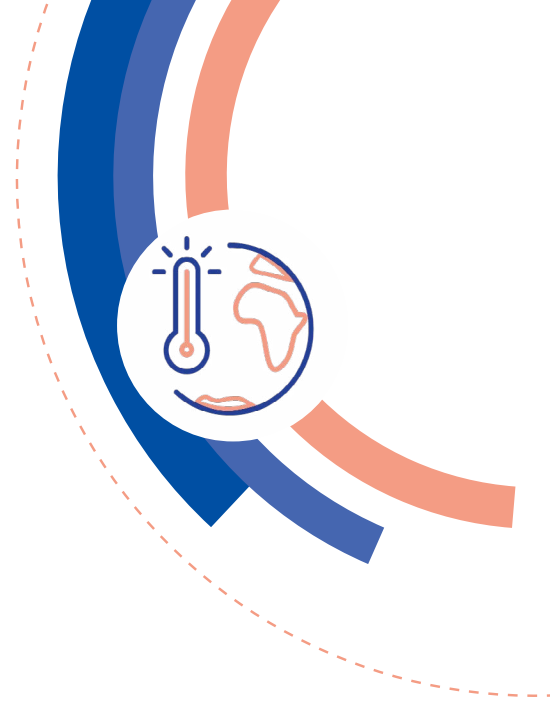
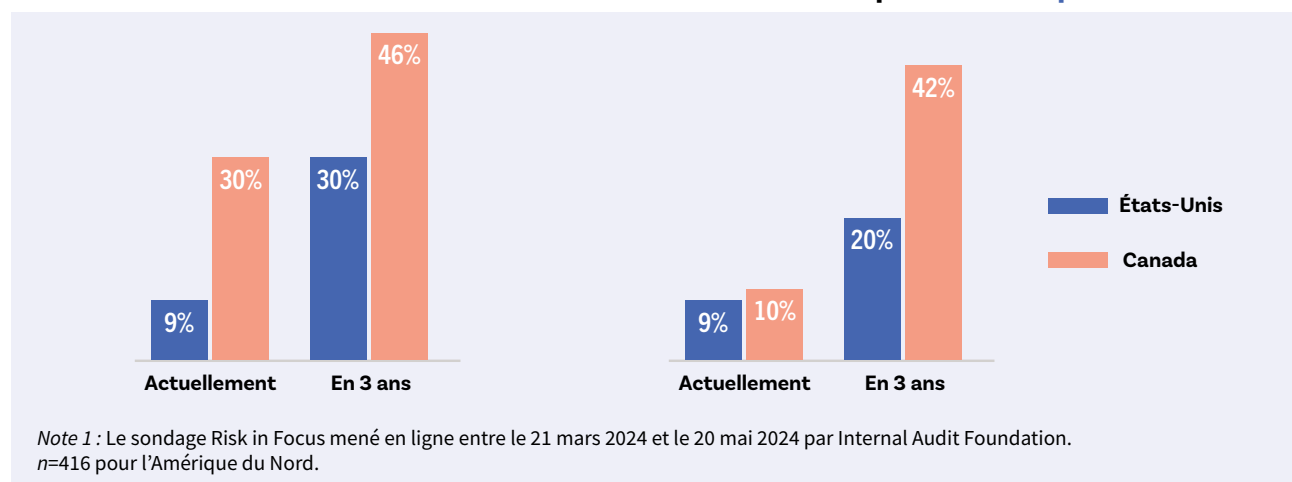
Les chefs d'audit interne classent les niveaux de risque climatique comme étant plus élevés chez les entreprises du Canada (30 %) que celles des États-Unis (9 %). On s'attend à ce que les niveaux de risque augmentent pour les deux pays en trois ans, mais au Canada, le risque climatique est toujours classé comme étant beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis (46 % pour le Canada par rapport à 30 % pour les États-Unis).

En termes de priorités d'audit, actuellement environ 1 sur 10 personnes tant au Canada qu'aux États-Unis dit que le changement climatique représente l'un de leurs cinq premiers secteurs de priorité de l'audit. Mais, en trois ans, 20 % des répondants américains s'attendent à ce que le changement climatique soit l'une des cinq premières priorités d'audit au sein de leur entreprise et, au Canada, ce chiffre bondit à 42 %. (Veuillez consulter les graphiques pour plus de détails.)

Comparaison entre les États-Unis et le Canada

Le changement climatique comme l'un des 5 premiers **niveaux de risque**

Le changement climatique comme l'une des 5 premières **priorités d'audit**



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Différences par industrie

Comme indiqué précédemment, le risque de changement climatique est classé à un niveau plus élevé parmi certains groupes de l'industrie. Un chef d'audit interne des services publics dit que les questions environnementales ont été depuis longtemps dans le registre des risques ainsi qu'un sujet de discussion avec le conseil d'administration. « Nous en parlons tout le temps avec le conseil d'administration, le comité d'audit et le comité pour les risques », il dit. « Cela est tout à fait discuté et c'est sur notre tableau de bord, donc nous ne pouvons pas le contourner. »

Les chefs d'audit déclarent également investir du temps et des ressources en ce qui concerne le risque de réputation, ce qui tient souvent compte des rapports volontaires sur la durabilité de l'entreprise et des risques connexes d'éco-blanchiment. En fait, le pourcentage d'entreprises faisant des rapports volontaires sur la durabilité est en croissance. Selon le Sustainable Business Survey de WSJ Pro, 63 % des répondants d'entreprises cotées en bourse aux États-Unis déclarent qu'ils/elles ont divulgué des informations relatives à la durabilité et à ESG (questions environnementales, sociales et de gouvernance) en 2023, en croissance de 56 % l'année précédente.¹³



13. « [More Companies Are Disclosing Their ESG Data, But Confusion on How Persists \(Plusieurs entreprises sont en train de divulguer leurs données relatives à des questions environnementales, sociales et de gouvernance, mais la confusion quant au processus de divulgation persiste\)](#), » Wall Street Journal, le 21 septembre 2023.

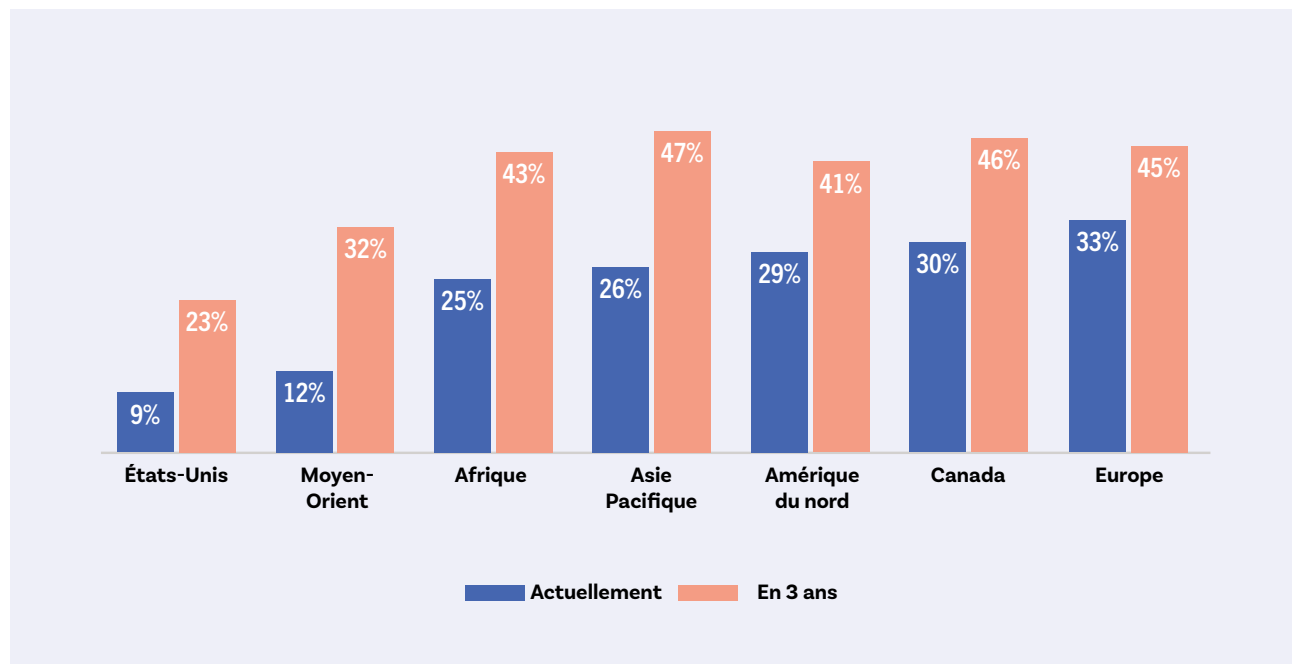


CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au niveau mondial – Le changement climatique comme l'un des 5 premiers **Niveaux de risque** par région

Question du sondage : Quels sont les premiers 5 risques auxquels votre entreprise est confrontée actuellement? Que pensez-vous que les 5 principaux risques seront en 3 ans ?

Sujet: Changement climatique / environnement



Note 1 : Les États-Unis et le Canada sont indiqués séparément en raison d'importantes différences entre leurs réponses.

Note 2 : Les sondages Risk in Focus menés en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation et European Institutes Research Group. $n = 3\,544$.



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Traiter les risques liés au changement climatique

Audit

- Évaluer la préparation à la conformité à mesure que les réglementations en matière de changement climatique évoluent.
- Évaluer les données utilisées pour faire des rapports sur le climat — que ce soit volontaire ou obligatoire — et des contrôles connexes pour assurer l'exactitude, l'actualité, la pertinence et l'intégralité.
- Évaluer les actifs corporels et les vulnérabilités aux catastrophes naturelles ou aux phénomènes météorologiques extrêmes.
- Examiner et évaluer la préparation aux catastrophes, la reprise après sinistre et la planification de la continuité d'activité ayant trait aux catastrophes naturelles ou aux phénomènes naturels extrêmes.
- Évaluer les risques de réputation ayant trait aux attentes des clients et des investisseurs en ce qui concerne le changement climatique.

Conseils

- Fournir des informations sur les risques de dommages de réputation causés par l'éco-blanchiment et des lignes directrices sur la surveillance des déclarations volontaires en matière de changement climatique.
- Fournir des informations sur la gouvernance de données et l'importance d'avoir des données exactes, actuelles, pertinentes, cohérentes et complètes.
- Explorer des possibilités pour la planification de scénarios et le contrôle des plans relatifs à la préparation aux catastrophes, à la reprise après sinistre et à la continuité d'activité.

Considérations du conseil d'administration

- Donner le ton pour la position de l'entreprise vis-à-vis du changement climatique à court et à long terme.
- Formuler des attentes pour la direction générale sur la conformité réglementaire avec toutes nouvelles règles relatives au changement climatique, particulièrement en définissant l'importance.
- Formuler des attentes pour la direction générale au sujet de l'exactitude, l'actualité, la pertinence, la cohérence et l'intégralité des données.
- Formuler des attentes pour la direction générale et l'audit interne sur le contrôle des plans relatifs à la préparation aux catastrophes, à la reprise après sinistre et à la continuité d'activité.

Pour des ressources d'audit, veuillez consulter l'Annexe B : Ressources pour le changement climatique



ANALYSE POUR L'AMÉRIQUE DU NORD

Comparaison des risques et priorités

Dans le cadre du sondage, on a posé deux questions aux répondants :

- Quels sont les 5 premiers risques auxquels votre entreprise est confrontée ?
- Quels sont les 5 premiers secteurs d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ?

Les données sur la priorité d'audit reflètent le pourcentage de répondants ayant classé un risque comme l'un des cinq risques auxquels ils/elles consacrent le plus de temps et d'effort. Par exemple, 87 % des répondants ont déclaré que la cybersécurité était l'une des cinq priorités d'audit les plus importantes dans leur entreprise.

Ce graphique montre les différences entre les niveaux de risque et les priorités d'audit.

Le texte en bleu indique où la priorité d'audit est *relativement élevée* par rapport aux niveaux de risque :

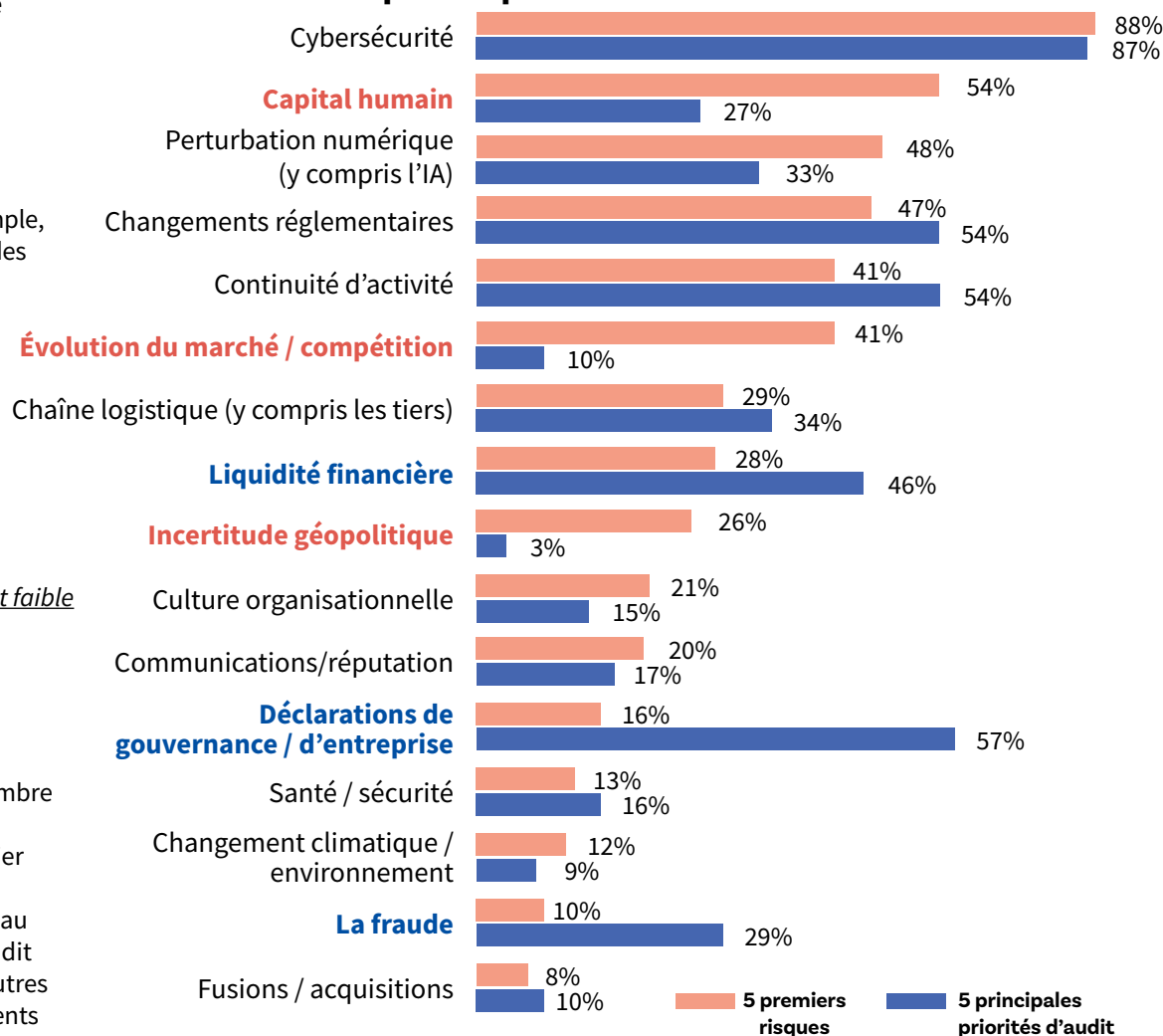
- Liquidité financière (+18)
- Déclarations de gouvernance / d'entreprise (+41)
- Fraude (+19)

Le texte en orange indique où la priorité d'audit est *relativement faible* par rapport aux niveaux de risque :

- capital humain (-27)
- Évolution du marché / compétition (-31)
- Incertitude géopolitique (-23)

Il convient de noter que la priorité d'audit interne dépend du nombre de mesures que l'entreprise peut prendre au sujet des risques. Par exemple, l'incertitude géopolitique peut constituer un premier risque, mais non une principale priorité d'audit s'il n'y a que peu de mesures directes que les auditeurs internes peuvent prendre au sujet de ce risque. Une autre considération est que le travail d'audit interne pour l'incertitude géopolitique peut être inclus dans d'autres secteurs de risque, comme la continuité d'activité, les changements réglementaires ou la chaîne logistique.

Amérique du Nord – Les 5 premiers Niveaux de risque par rapport aux 5 principales Priorités d'audit



Note 1 : Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation. n=416 pour l'Amérique du Nord.

Note 2 : Les 5 principales priorités d'audit indiquent si une activité est l'une des 5 auxquelles l'audit interne consacre le plus de temps et d'effort. Il ne s'agit pas de savoir si l'activité se retrouve dans le plan d'audit.



Amérique du Nord – Analyse des niveaux de risque

Le risque est considéré élevé à travers les industries en ce qui concerne la cybersécurité, le capital humain et la continuité d'activité. La perturbation numérique est également considérée comme étant l'un des 5 principaux risques pour la plupart des secteurs, à l'exception notable du secteur manufacturier et minier / énergétique / de distribution d'eau. Pour de nombreux secteurs, les changements réglementaires ne constituent pas l'un des 5 principaux risques. Le risque lié au changement climatique est le plus élevé pour le secteur minier / énergétique / de distribution d'eau, où plus de la moitié l'ont classé comme l'un des 5 principaux risques.

Amérique du Nord – Les 5 principaux Niveaux de risque – par industrie

Question du sondage : Quels sont les premiers 5 risques auxquels votre entreprise est confrontée actuellement?

Secteur de risque	Tous	Services financiers	La production	Secteur public	Activités professionnelles / techniques	Éducation	Santé / action sociale	Minier / énergétique / distribution d'eau
Cybersécurité	88%	89%	79%	82%	89%	88%	97%	93%
Capital humain	54%	47%	56%	79%	36%	78%	63%	45%
Perturbation numérique (y compris l'IA)	48%	57%	40%	46%	61%	41%	56%	24%
Changements réglementaires	47%	64%	35%	38%	36%	22%	47%	59%
Continuité d'activité	41%	36%	44%	44%	44%	44%	47%	48%
Évolution du marché / compétition	41%	42%	53%	13%	58%	34%	34%	21%
Chaîne logistique (y compris les tiers)	29%	18%	63%	26%	36%	6%	38%	31%
Liquidité financière	28%	44%	21%	13%	19%	38%	22%	14%
Incertitude géopolitique	26%	23%	42%	18%	28%	16%	9%	28%
Culture organisationnelle	21%	15%	14%	46%	19%	25%	22%	7%
Communications/réputation	20%	16%	5%	38%	19%	44%	13%	17%
Déclarations de gouvernance / d'entreprise	16%	20%	12%	18%	11%	16%	9%	10%
Santé / sécurité	13%	1%	9%	21%	8%	22%	28%	41%
Changement climatique	13%	7%	14%	5%	8%	16%	3%	52%
La fraude	9%	15%	0%	13%	11%	13%	3%	0%
Fusions / acquisitions	8%	7%	14%	0%	14%	0%	9%	10%

5 secteurs à haut risque par industrie

Note 1 : Certaines industries ne sont pas incluses parce que le taux de réponse a été trop faible pour faire une analyse.

Note 2 : Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation. n=416 pour l'Amérique du Nord.



Amérique du Nord – Analyse des priorités d’audit

Les auditeurs internes en Amérique du Nord ont été largement d’accord vis-à-vis de leurs principaux secteurs de priorités d’audit relatifs à la cybersécurité, aux déclarations de gouvernance / d’entreprise, aux changements réglementaires et à la continuité d’activité. En même temps, certaines industries avaient des secteurs uniques d’effort élevé ; par exemple, la fabrication et la santé / l’action sociale – la chaîne logistique, le secteur public et l’éducation – le capital humain, le secteur minier / énergétique / de distribution de l’eau – la santé / la sécurité.

Amérique du Nord – Les 5 principales Priorités d’audit – par industrie

Question du sondage : Quels sont les 5 premiers secteurs d’audit auxquels l’audit interne consacre le plus de temps et d’efforts?

Secteur de l’audit	Tous	Services financiers	La production	Secteur public	Activités professionnelles / techniques	Éducation	Santé / action sociale	Minier / énergétique / distribution d’eau
Cybersécurité	87%	90%	84%	69%	92%	84%	91%	93%
Déclarations de gouvernance / d’entreprise	58%	62%	65%	62%	58%	44%	59%	48%
Changements réglementaires	54%	66%	51%	59%	33%	56%	63%	41%
Continuité d’activité	54%	56%	47%	49%	53%	56%	59%	62%
Liquidité financière	46%	65%	30%	31%	31%	38%	41%	59%
Chaîne logistique (y compris les tiers)	34%	26%	60%	26%	36%	16%	50%	41%
Perturbation numérique (y compris l’IA)	33%	37%	28%	28%	53%	22%	19%	21%
La fraude	29%	24%	26%	44%	39%	34%	13%	21%
Capital humain	27%	19%	14%	46%	25%	53%	44%	14%
Communications/réputation	17%	16%	2%	36%	6%	31%	9%	17%
Santé / sécurité	16%	2%	19%	21%	17%	22%	16%	45%
Culture organisationnelle	15%	12%	19%	23%	6%	28%	13%	10%
Fusions / acquisitions	10%	7%	14%	0%	25%	0%	19%	3%
Évolution du marché / compétition	10%	12%	16%	3%	11%	9%	3%	0%
Changement climatique / environnement	9%	4%	23%	0%	11%	6%	0%	24%
Incertitude géopolitique	3%	2%	2%	5%	6%	0%	3%	0%

5 secteurs de priorités d’audit à haut risque par industrie

Note 1 : La priorité d’audit reflète le pourcentage de répondants ayant classé un risque comme l’un des cinq risques auxquels ils/elles consacrent le plus de temps et d’effort. La priorité d’audit ne reflète pas combien de temps est consacré à ce risque ou si le risque est dans le plan d’audit.

Note 2 : Certaines industries ne sont pas incluses parce que le taux de réponse a été trop faible pour faire une analyse.

Note 3 : Le sondage Risk in Focus mené en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation. n=416 pour l’Amérique du Nord.



VUE D'ENSEMBLE

Au niveau mondial – Niveaux de risque par région

À travers le monde, il y avait un consensus général sur le fait que les risques sont élevés en ce qui concerne la cybersécurité, la continuité d'activité, le capital humain et la perturbation numérique (y compris l'IA). Pourtant, chaque région avait également des secteurs d'intérêt uniques : l'Afrique – la liquidité financière et la fraude ; l'Asie Pacifique – l'évolution du marché / la compétition ; l'Europe – l'incertitude géopolitique et les changements réglementaires ; l'Amérique latine – l'incertitude géopolitique et les changements réglementaires ; le Moyen-Orient – les déclarations de gouvernance / d'entreprise ; l'Amérique du Nord – les changements réglementaires et l'évolution du marché / la compétition.

Au niveau mondial – Les 5 principaux Niveaux de risque – par région

Question du sondage : Quels sont les premiers 5 risques auxquels votre entreprise est confrontée actuellement?

Secteur de risque	Moyenne mondiale	Afrique	Asie Pacifique	Europe	Amérique du nord	Moyen-Orient	Amérique du Nord
Cybersécurité	73%	64%	64%	83%	74%	66%	88%
Continuité d'activité	51%	57%	62%	32%	49%	63%	41%
Capital humain	49%	44%	57%	52%	47%	43%	54%
Perturbation numérique (y compris l'IA)	39%	34%	36%	40%	37%	38%	48%
Changements réglementaires	38%	32%	32%	46%	45%	27%	47%
Évolution du marché / compétition	32%	15%	49%	32%	26%	29%	41%
Liquidité financière	31%	42%	19%	27%	33%	38%	28%
Incertitude géopolitique	30%	23%	30%	39%	37%	27%	26%
Déclarations de gouvernance / d'entreprise	25%	31%	22%	20%	18%	41%	16%
Culture organisationnelle	24%	34%	23%	21%	28%	21%	21%
La fraude	24%	42%	22%	14%	32%	27%	9%
Chaîne logistique (y compris les tiers)	23%	16%	24%	29%	17%	26%	29%
Changement climatique / environnement	23%	25%	26%	33%	29%	12%	12%
Communications/réputation	20%	26%	21%	14%	17%	21%	20%
Santé / sécurité	11%	10%	11%	12%	9%	12%	13%
Fusions / acquisitions	6%	4%	4%	8%	4%	8%	8%

5 secteurs à haut risque par industrie

S'il y a égalité pour le cinquième plus haut pourcentage, les deux pourcentages sont mis en évidence en utilisant une couleur plus claire.

Note 1 : La moyenne mondiale est déterminée en additionnant les moyennes de chaque région et en divisant par le nombre de régions.

Note 2 : Les sondages Risk in Focus menés en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation et European Institutes Research Group. n = 3 544.



Au niveau mondial – Priorité d’audit par région

À travers le monde, il y avait un large consensus quant aux secteurs auxquels l’audit interne consacre son temps et ses efforts, en commençant par 69 % qui ont choisi la cybersécurité comme l’une de leurs 5 principales priorités d’audit, suivie par les déclarations de gouvernance / d’entreprise (56 % des répondants) et la continuité d’activité (55 % des répondants). Mais chaque région avait un secteur d’audit où la priorité d’audit était particulièrement faible. Parmi celles-ci figurent : l’Afrique – les changements réglementaires ; l’Asie Pacifique – la liquidité financière ; l’Amérique latine – les déclarations de gouvernance / d’entreprise ; l’Europe – la fraude ; le Moyen-Orient – les changements réglementaires ; l’Amérique du Nord – la fraude.

Au niveau mondial – Les 5 principales Priorités d’audit – par région

Question du sondage : Quels sont les 5 premiers secteurs d’audit auxquels l’audit interne consacre le plus de temps et d’efforts?

Secteur de l’audit	Moyenne mondiale	Afrique	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Europe	Moyen-Orient	Amérique du Nord
Cybersécurité	69%	56%	63%	67%	74%	65%	87%
Déclarations de gouvernance / d’entreprise	56%	55%	55%	46%	64%	59%	58%
Continuité d’activité	55%	58%	60%	49%	47%	60%	53%
Changements réglementaires	46%	39%	52%	47%	51%	35%	54%
Liquidité financière	45%	55%	30%	49%	40%	50%	46%
La fraude	41%	48%	43%	52%	36%	40%	29%
Chaîne logistique (y compris les tiers)	31%	29%	28%	29%	36%	31%	35%
Capital humain	31%	36%	33%	29%	28%	35%	27%
Perturbation numérique (y compris l’IA)	25%	24%	23%	19%	23%	31%	33%
Culture organisationnelle	23%	25%	25%	30%	24%	22%	15%
Communications/réputation	20%	24%	23%	22%	14%	18%	17%
Évolution du marché / compétition	16%	12%	25%	17%	13%	18%	10%
Santé / sécurité	16%	15%	16%	13%	18%	17%	16%
Changement climatique / environnement	12%	9%	16%	11%	20%	5%	9%
Incertitude géopolitique	8%	10%	6%	12%	6%	9%	3%
Fusions / acquisitions	6%	4%	2%	7%	7%	7%	10%

Les 5 principales priorités d’audit par région

Note 1 : Les 5 principales priorités d’audit ne constituent pas une mesure permettant de savoir si le risque se retrouve dans les plans d’audit. Les 5 principales priorités d’audit indiquent si le risque a été choisi comme l’un des 5 principaux secteurs en ce qui concerne le temps et l’effort d’audit.

Note 2 : La moyenne mondiale est déterminée en additionnant les moyennes de chaque région et en divisant par le nombre de régions.

Note 3 : Les sondages Risk in Focus menés en ligne entre le 21 mars 2024 et le 20 mai 2024 par Internal Audit Foundation et European Institutes Research Group. n = 3 544.



ANNEXE A : RESSOURCES DE RISQUES POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Réglementations, normes et cadres réglementaires

- COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission - Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway) : Acquérir un contrôle interne efficace des rapports sur la durabilité (ICSR). Lignes directrices supplémentaires pour les rapports sur la durabilité en conformité avec le Internal Control-Integrated Framework (ICIF - Cadre intégré de contrôle interne) de COSO, reconnu au niveau mondial. <https://www.coso.org/new-icsr>
- UE (Union Européenne) : Corporate Sustainability Due Diligence Directive (Directive sur la diligence raisonnable en matière de développement durable des entreprises). https://commission.europa.eu/business-economy-euro/doing-business-eu/corporate-sustainability-due-diligence_en
- UE (Union Européenne) : Corporate Sustainability Reporting Directive (Directive sur les rapports en matière de développement durable des entreprises). https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting_en
- UE (Union Européenne) : Réglementation sur les produits qui ne contribuent pas à la déforestation. Règles de l'UE garantissant que les produits que les citoyens de l'UE consomment ne contribuent pas à la déforestation ou à la dégradation des forêts à travers le monde. Le 29 juin 2023, la Réglementation sur les produits qui ne contribuent pas à la déforestation est entrée en vigueur. https://environment.ec.europa.eu/topics/forests/deforestation/regulation-deforestation-free-products_en
- GRI (Global Reporting Initiative). Les normes de GRI fournissent un cadre pour créer des rapports indépendants non-financiers ou sur le développement durable, ou des rapports ESG intégrés (plusieurs langues disponibles). <https://www.globalreporting.org/standards/download-the-standards/>
- IFRS (International Financial Reporting Standards) : IFRS S1 : Exigences générales pour la divulgation d'informations financières relatives au développement durable. <https://www.ifrs.org/issued-standards/ifrs-sustainability-standards-navigator/sustainability-pdf-collection>
- IFRS (International Financial Reporting Standards) : IFRS S2 : Divulgations relatives aux questions climatiques. <https://www.ifrs.org/issued-standards/ifrs-sustainability-standards-navigator/sustainability-pdf-collection>
- IFRS (International Financial Reporting Standards) : Normes de développement durable : Communiqué de presse et résumés. <https://www.ifrs.org/news-and-events/news/2023/06/issb-issues-ifrs-s1-ifrs-s2/>
- NYSE (New York Stock Exchange) : Pratiques exemplaires pour les rapports de développement durable. <https://www.nyse.com/esg-guidance>
- Les Philippines : Loi de 2022 sur la responsabilité étendue des producteurs. <https://emb.gov.ph/wp-content/uploads/2023/04/EPR-Frequently-Asked-Questions.pdf>
- SEC, États-Unis (Security and Exchange Commission - la commission américaine des opérations de bourse) : Comprehensive Analysis of the SEC's Landmark Climate Disclosure Rule (Deloitte), <https://dart.deloitte.com/USDART/home/publications/deloitte/heads-up/2024/sec-climate-disclosure-rule-ghg-emissions-esg-financial-reporting>



- SASB (Sustainability Accounting Standards Board, qui fait partie à présent de IFRS Foundation) : Normes concernant la divulgation pour les questions de développement durable les plus pertinentes à la prise de décisions par les investisseurs dans chacune des 77 industries. <https://sasb.ifrs.org/knowledge-hub/>
- TCFD (Task Force on Climate-Related Financial Disclosures, qui fait partie à présent de IFRS Foundation). L'accès aux ressources créées précédemment est toujours disponible. <https://www.fsb-tcf.org/>
- TNFD (Taskforce on Nature-related Financial Disclosures). « Notre but est de soutenir un changement des flux financiers mondiaux loin de tous résultats de nature négative et vers des résultats de nature positive, en conformité avec Global Biodiversity Framework. » <https://tnfd.global/> or <https://tnfd.global/publication/getting-started-with-adoption-of-the-tnfd-recommendations/#publication-content>
- UK Financial Conduct Authority (FCA - Autorité de conduite financière) : Anti-Greenwashing Rule. « Les allégations liées au développement durable de leurs produits et services doivent être justes, claires et non trompeuses. » <https://www.fca.org.uk/publication/finalised-guidance/fg24-3.pdf>
- ONU (Organisation des Nations Unies) : Rapport de 2024 sur le paysage des risques climatiques. <https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2024/04/Climate-Risk-Landscape-2024.pdf>
- États-Unis : U.S. Federal Sustainability Resources and Guidance (Ressources et lignes directrices fédérales sur le développement durable aux États-Unis). <https://www.sustainability.gov/resources.html>

Références

- IAI (L'Institut des auditeurs internes) : ESG Certificate. Hands-on practical application of critical ESG metric identification and reporting. <https://www.theiia.org/en/products/learning-solutions/course/esg-certificate-internal-auditing-for-sustainable-organizations/>
- IFRS (International Financial Reporting Standards) : Fundamentals of Sustainability Accounting (FSA) Credential®. Comprendre le lien entre le développement durable et le rendement financier. <https://www.ifrs.org/products-and-services/sustainability-products-and-services/fsa-credential/>
- GRI (Global Reporting Initiative) : GRI Certified Sustainability Professional. <https://www.globalreporting.org/reporting-support/education/gri-academy/>



ANNEXE B : RESSOURCES D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Règlementations, normes et cadres réglementaires

- UE (Union Européenne) : Loi sur l'intelligence artificielle, Résumé. <https://www.europarl.europa.eu/topics/en/article/20230601STO93804/eu-ai-act-first-regulation-on-artificial-intelligence>
- UE (Union Européenne) : Loi sur l'intelligence artificielle. <https://artificialintelligenceact.eu/>
- IAI (L'Institut des auditeurs internes) : Artificial Intelligence Auditing Framework (IIA members only). <https://www.theiia.org/en/content/tools/professional/2023/the-iias-updated-ai-auditing-framework/>
- IAI (L'Institut des auditeurs internes) : Artificial Intelligence Knowledge Center. <https://www.theiia.org/en/resources/knowledge-centers/artificial-intelligence/>
- NIST (National Institute of Standards and Technology, U.S. Department of Commerce - Institut national des normes et de la technologie, Ministère américain du commerce) : Artificial Intelligence Risk Management Framework (AI RMF 1.0). <https://www.nist.gov/itl/ai-risk-management-framework>
- NIST (National Institute of Standards and Technology, U.S. Department of Commerce - Institut national des normes et de la technologie, Ministère américain du commerce) : Artificial Intelligence Risk Management Framework Playbook. https://airc.nist.gov/AI_RMF_Knowledge_Base/Playbook
- NIST (National Institute of Standards and Technology, U.S. Department of Commerce - Institut national des normes et de la technologie, Ministère américain du commerce) : Artificial Intelligence Risk Management Framework: Generative Artificial Intelligence Profile. <https://airc.nist.gov/docs/NIST.AI.600-1.GenAI-Profile.ipd.pdf>
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) : Déontologie de l'intelligence artificielle. <https://www.unesco.org/en/artificial-intelligence/recommendation-ethics>
- UNICRI (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute): Malicious Uses and Abuses of Artificial Intelligence. <https://unicri.it/index.php/node/3278>



REMERCIEMENTS

Internal Audit Foundation Conseil d'administration, 2024-2025

Président : Warren W. Stippich Jr., CIA, CRMA

Vice-président principal, Stratégie : Glenn Ho, CIA, CRMA

Vice-président, Finances et Développement : Shirley Livhuwani Machaba, CCSA, CRMA

Vice-président, Contenu : Nora Kelani, CIA, CRMA

- Subramanian Bhaskar
- Hossam El Shaffei, CCSA, CCSA
- Dawn Jones, CIA, CRMA
- Jose Gabriel Calderon, CIA, CRMA
- Susan Haseley, CIA
- Michael A. Smith
- Anthony J. Pugliese, CIA
- Reyes Fuentes Ortea, CIA, CRMA, CCSA

Agent de liaison : Laura LeBlanc: Directrice principale, Internal Audit Foundation

Comité des conseillers en recherche et éducation, 2024-2025

Président : Nora Kelani, CIA, CRMA

- Tonya Arnold-Tornquist, CIA, CRMA
- Christopher Calvin, CIA
- Joseph Ian Canlas, CIA, CRMA
- Andre Domingos
- Christina Duquette, CRMA
- Marc Eulerich, CIA
- Dagmar Flores, CIA, CCSA, CRMA
- Anargul Kairulla, CIA
- Ayaka Mitsunari
- Ahmed Shawky Mohammed, CIA
- Grace Mubako, CIA
- Ruth Doreen Mutebe, CIA
- Thomas O'Reilly
- Emmanuel Pascal, CIA, CRMA
- Brian Tremblay, CIA
- Koji Watanabe
- Stacy Wright, CIA

Agent de liaison : Deborah Poulalion: Cadre supérieur, Recherche et perspectives, L'IAI

Équipe du projet Risk in Focus

Directeurs de projet :

- Laura LeBlanc, Directrice principale, Internal Audit Foundation
- Deborah Poulalion, Cadre supérieur, Recherche et perspectives L'IAI

Chef de projet : Candace Sacher

Rédacteur de recherche : Robert Perez

Graphiste : Cathy Watanabe



PARTENAIRES DE INTERNAL AUDIT FOUNDATION

PARTENAIRES DIAMANT



Partenaires Platine



Partenaires Or

- Fundación Latinoamericana de Auditores Internos
- IIA-Grèce
- IIA-Houston
- IIA-Japon
- IIA-New York
- IIA-Singapour
- Nanjing Audit University

Cercle du Président (Donateurs individuels)

- Larry Harrington, CIA, QIAL, CRMA
- Stacey Schabel, CIA
- Warren W. Stippich, Jr., CIA, CRMA

Partenaires Risk in Focus

- | | |
|---|------------------------|
| IIA – Argentine | IIA – Japon |
| IIA – Australie | IIA – Kenya |
| IIA – Bolivie | IIA – Malaisie |
| IIA – Botswana | IIA – Mexique |
| IIA – Brésil | IIA – Maroc |
| IIA – Canada | IIA – Nicaragua |
| IIA – Chili | IIA – Panama |
| IIA – Colombie | IIA – Paraguay |
| IIA – Costa Rica | IIA – Pérou |
| IIA – République
démocratique du Congo | IIA – Les Philippines |
| IIA – La République
dominicaine | IIA – Rwanda |
| IIA – Équateur | IIA – Singapour |
| IIA – Salvador | IIA – Afrique du Sud |
| IIA – Gabon | IIA – Taïwan (chinois) |
| IIA – Ghana | IIA – Tanzanie |
| IIA – Guatemala | IIA – Ouganda |
| IIA – Hong Kong | IIA – Uruguay |
| IIA – Indonésie | IIA – Venezuela |
| | IIA – Zambie |
| | IIA – Zimbabwe |



SUR L'IAI

Au sujet de l'Institut des auditeurs internes (IAI) est une association professionnelle internationale à but non lucratif desservant plus de 245 000 membres à travers le monde et ayant octroyé plus de 200 000 certifications Certified Internal Auditor (CIA) (Auditeur interne certifié) dans le monde entier. Établie en 1941, l'IIA est reconnue à travers le monde comme un leader dans la profession d'audit interne en matière de normes, certifications, éducation, recherche et directives techniques. Pour plus d'informations, veuillez se rendre sur theiia.org.

Sur l'Internal Audit Foundation

Internal Audit Foundation fournit des renseignements pertinents aux professionnels de l'audit interne et à leurs parties prenantes, tout en promouvant et en faisant progresser la valeur de la profession d'audit interne à travers le monde. Par le biais de l'Academic Fund (Fonds académique), la Fondation soutient le futur de la profession au moyen de subventions visant à soutenir l'éducation en matière d'audit interne dans les institutions d'enseignement supérieur. Pour plus d'informations, veuillez se rendre sur theiia.org/Foundation.

Avis de non-responsabilité et droits d'auteur

L'IAI publie ce document à des fins informatives et éducatives. Le présent document n'est pas destiné à fournir des réponses finales à certaines circonstances individuelles et, en conséquence, est uniquement destiné à servir de guide. L'IAI recommande d'obtenir des conseils d'experts indépendants directement liés à toute situation particulière. L'IAI décline toute responsabilité quant à quiconque qui s'appuie uniquement sur ce document.

Droits d'auteur © 2024 par l'Internal Audit Foundation. Tous droits réservés. Pour obtenir la permission de publier à nouveau, veuillez nous contacter à l'adresse Copyright@theiia.org.



Siège mondial | The Institute of Internal Auditors
1035 Greenwood Blvd., Suite 401 | Lake Mary, FL 32746, États-Unis
Téléphone : +1-407-937-1111 | Télécopie : +1-407-937-1101
Site Web : theiia.org/Foundation

